



CEROM

Comptes Économiques
Rapides pour l'Outre-mer

N° 28

Octobre 2019

Comptes économiques 2018 de Guadeloupe La consommation et l'investissement sont les moteurs de la croissance

En 2018, la croissance économique de la Guadeloupe ralentit pour s'établir à 1,5 % après avoir atteint 3,4 % l'année précédente. Elle est assez proche de la dynamique nationale et légèrement supérieure à la croissance martiniquaise. La croissance de la Guyane est plus forte, dans un contexte démographique et social différent des Antilles.

En Guadeloupe, la consommation des ménages continue d'augmenter, malgré la diminution de la population et une légère hausse des prix. L'investissement privé et public bondit de 6,4 % après trois années de baisse ou de stagnation. Les dépenses publiques progressent également, mais à un rythme inférieur aux années précédentes.

Le commerce extérieur est dynamique : les importations augmentent de 3,4 % en réponse à la demande de biens et services, tandis que les exportations continuent leur progression portée par le secteur aérien.

Matthieu Cornut, Insee

En 2018, le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe progresse de 1,5 % en volume pour s'établir à 9,2 milliards d'euros. La population, estimée à 386 823 habitants au 1^{er} janvier 2018, continue de décroître. Le PIB par habitant atteint ainsi 24 027 euros, en hausse de 2,6 % en euros constants par rapport à 2017. Il s'élève à 24 411 euros en Martinique, 14 324 euros en Guyane et 35 151 euros sur la France entière.

La consommation tire la croissance

La consommation des ménages poursuit sa progression en 2018 (+ 2,0 % en volume), malgré la baisse de population

1 La croissance confirme son retour

Les principaux agrégats et leur évolution (en million d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2018	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	9 245	1,5	1,0	2,5	1,5
Consommation des ménages	5 167	2,0	1,2	3,1	1,1
Consommation des administrations publiques	4 451	1,4	0,9	2,4	0,7
Investissement	1 606	6,4	1,4	7,9	1,1
Importations de biens et services	3 253	3,4	1,5	5,0	-1,2
Exportations de biens et services	1 292	3,0	1,4	4,5	0,4
Variation de stocks	-19	///	///	///	-0,6

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.



(-1,1%) et l'augmentation des prix qui vient grever le pouvoir d'achat des ménages. Ce bon résultat est en partie imputable à la hausse de la masse salariale du secteur privé de 4,5 %. Cette dynamique, entamée en 2013, concerne l'ensemble des postes de dépenses, à l'exception des produits pétroliers et des services publics, en léger recul. Les plus fortes hausses de consommation concernent, en particulier, les biens manufacturés (+5,2 %) et les activités financières et d'assurance (+3,7 %). Le regain de la consommation des ménages est également visible dans les échanges : les importations de biens de consommation durables et non durables augmentent (respectivement +12,0 % et +1,4 % sur un an).

En dépit d'un taux de chômage élevé (23 %), le revenu disponible brut des ménages augmente de 2,6 %. L'encours des crédits à la consommation continue d'augmenter sensiblement (+8,9 %, après +6,6 % en 2017) et participe activement à la hausse de la consommation. Ce sont notamment les achats de véhicules qui sont financés via le canal du crédit.

L'inflation accélère

L'indice des prix à la consommation continue d'augmenter en 2018 (+1,2 %), à un rythme cependant inférieur à celui de la France métropolitaine.

Les prix de l'énergie (+6,5 %) et de l'alimentation (+2,4 %) sont les principaux responsables de l'élévation moyenne du niveau des prix. Ils contribuent à hauteur de deux tiers à l'inflation. Plusieurs facteurs expliquent le renchérissement des prix de l'énergie. D'abord, la baisse continue de la production de pétrole au Venezuela. Ensuite, l'accord des pays de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) sur une baisse des productions. Enfin, les sanctions de Washington contre l'Iran laissent craindre une limitation de l'offre de pétrole et des réserves mondiales.

Les prix de l'alimentation subissent, quant à eux, leur plus forte hausse depuis 2012, sous l'impulsion des produits frais, dont les prix bondissent de 6,2 %.

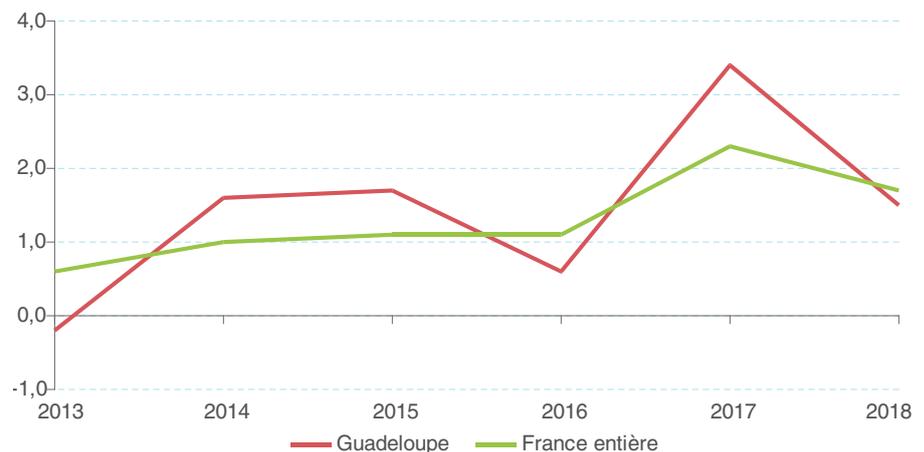
Les produits manufacturés et les services représentent trois quarts du panier de dépenses des ménages. Les prix de ces deux postes sont restés relativement stables (respectivement +0,2 % et +0,4 %) et permettent de limiter le niveau de l'inflation en 2018.

L'investissement est de retour

Après deux années de baisse et une année de stagnation, l'investissement repart à la hausse (+6,4 %). Cette dynamique concerne aussi bien les entreprises et les ménages que le secteur public et contribue à la croissance à hauteur de 1,1 point.

2 La croissance est moins régulière qu'en France

Taux de croissance du PIB en volume (en %)

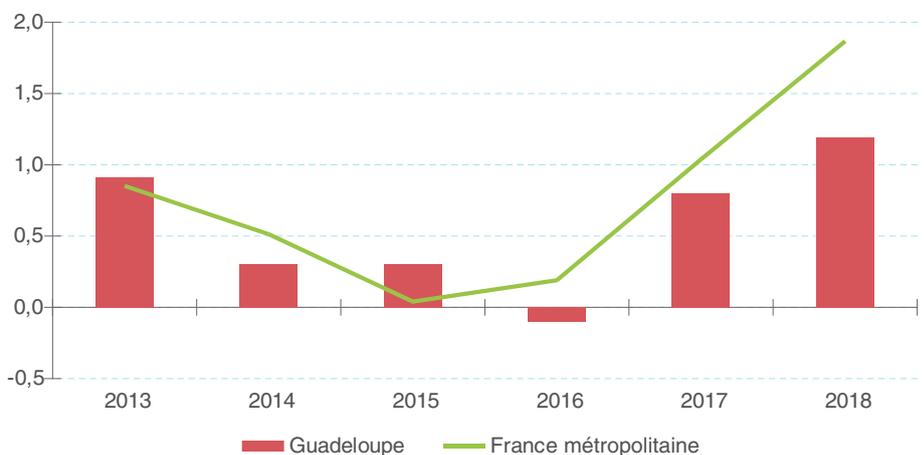


Note : les estimations antérieures à 2018 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

3 L'inflation reste plus modérée qu'en France métropolitaine

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

Les crédits à l'investissement accordés aux entreprises sont en hausse de 6,6 % et soutiennent la demande de biens durables : les importations de biens d'équipement et de matériel de transport sont en forte augmentation (respectivement +13,7 % et +10,2 %), tout comme les importations de biens intermédiaires qui progressent de 9,3 %.

L'encours des crédits à l'habitat accordés aux ménages augmente de 4,6 %.

L'investissement public est en hausse pour la première fois depuis 2014 sans toutefois compenser la baisse des dernières années. Il est soutenu par la hausse de 5,1 % de l'encours des crédits accordés aux collectivités. La hausse de l'investissement profite au secteur de la construction avec le démarrage de grands projets comme la construction du nouveau centre hospitalier universitaire aux Abymes, l'agrandissement de l'aéroport

Pôle Caraïbes et la réhabilitation du Club Med à Sainte-Anne. La reprise d'activité dans ce secteur se traduit par des ventes de ciment qui progressent de 5,2 % (après deux années de baisse), bien qu'elles demeurent largement en dessous de leur moyenne décennale.

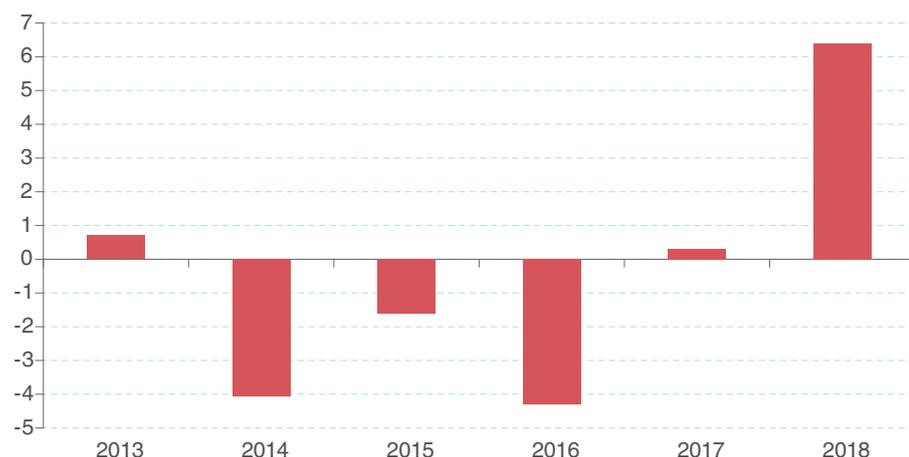
Les dépenses des administrations continuent d'augmenter, à un rythme cependant moins soutenu que les années précédentes. Avec une hausse de 1,4 %, elles contribuent à la croissance à hauteur de 0,7 point.

Les salaires du secteur public sont orientés à la hausse malgré la stagnation de la valeur du point d'indice. Ils augmentent de 2,1 % dans les administrations, la sécurité sociale et l'enseignement.

Les autres charges de fonctionnement sont, quant à elles, en baisse de 4,1 % en volume.

4 L'investissement est en hausse

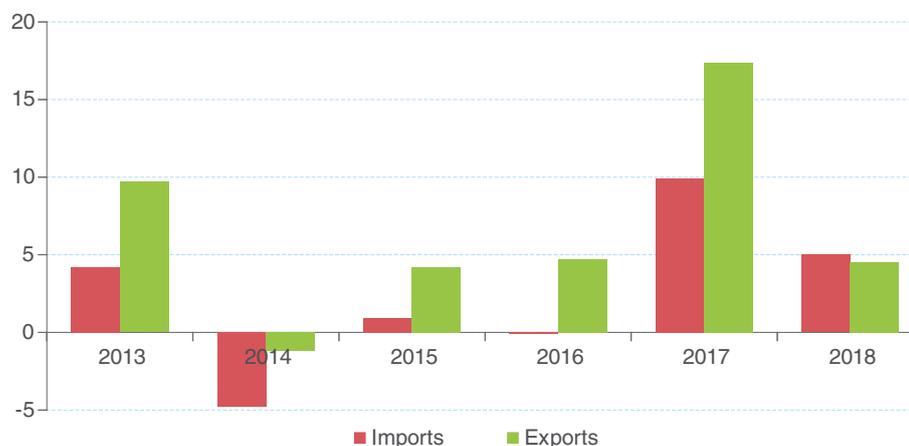
Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

5 La balance commerciale est dynamique

Évolution des échanges extérieurs en valeur (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

La filière banane redémarre lentement après Maria

Le passage de l'ouragan Maria sur la Guadeloupe dans la nuit du 18 au 19 septembre 2017, s'il a épargné la majorité des habitations et des infrastructures, a détruit la totalité des plantations de bananes de l'archipel. La production de bananes en 2017 chute, donc, d'un tiers par rapport à 2016.

La croissance des bananiers nécessitant plusieurs mois, la production ne reprend que progressivement à partir du mois d'avril 2018. Une baisse de la production durant le dernier trimestre contribue à aggraver la situation de la filière.

Les importations augmentent de 3,4 %

En 2018, les échanges extérieurs continuent de progresser, à un rythme moins élevé que l'année précédente. Ils font suite à une année 2017 exceptionnelle dans les échanges où la forte augmentation des importations de produits pétroliers et des réexpéditions de produits pétroliers avait contribué en grande partie à cette évolution par la hausse des quantités importées, mais aussi par celle de leur prix.

En réponse à la hausse de la demande de biens et services, les importations augmentent de 3,4 % en volume (+ 6,9 % en 2017).

Si cette évolution contribue négativement à la croissance, elle est cependant un indicateur de bonne santé économique. Dans un territoire insulaire, exigu et très éloigné de la métropole comme la Guadeloupe, les importations sont le seul moyen de répondre à la demande de certains biens et services qui ne peuvent pas être produits sur place.

C'est notamment le cas des biens manufacturés, dont la demande augmente de 3,7 %. Cette demande ne pouvant être satisfaite par l'appareil productif local, les importations augmentent de 8,3 % pour ce secteur.

Le secteur aérien dope les exportations

Les exportations progressent de 3 % en volume et contribuent pour 0,4 point à la croissance.

Le secteur aérien, en progression de 11,5 %, est le principal artisan de la bonne tenue des exportations. L'aéroport enregistre un nouveau record de passagers en 2018 (2 354 113, hors transit), soit une hausse de 4,4 % (+ 4,5 % en 2017).

L'activité touristique demeure un moteur de l'économie de la Guadeloupe comme en attestent les dépenses des touristes, comptabilisées comme des exportations, qui progressent de 3,9 % en 2018. Hors effets induits, elles contribuent à la croissance à hauteur de 0,2 point et représentent 6 % du PIB de la Guadeloupe. Les professionnels de la filière touristique, interrogés par l'IEDOM, sont globalement satisfaits de leur activité sur l'année 2018.

La situation est plus mitigée dans les autres secteurs.

Les exportations de sucre et de rhum baissent de 18,9 %, tandis que les expéditions de carburants se contractent de 34,1 %.

La filière de la banane continue de souffrir des conséquences de l'ouragan Maria et enregistre une baisse de 29,3 % de ses exportations (*voir encadré*).

À l'inverse, les biens manufacturés (+ 25,4 %) et les produits issus de l'industrie agroalimentaire (+ 12,7 %) affichent, quant à eux, une belle progression. ■

Définitions

Le Produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution en volume ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'évolution du prix du PIB mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Méthode

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2018 de la Guadeloupe reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

Les comptes économiques sont en base 2014

Depuis 2017, les comptes économiques sont réalisés en base 2014. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. Le dernier changement intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système Européen des Comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. Toutes les recommandations du SEC 2010 n'ont néanmoins pas été transcrites dans les comptes des Antilles et de la Guyane, soit qu'ils relèvent de la prérogative nationale, soit qu'ils ne sont pas jugés pertinents au niveau régional.

Les changements introduits par une base sont tels que deux comptes de bases différentes ne sont pas comparables en niveaux. Pour assurer la comparabilité des séries de comptes du passé avec la série de comptes élaborée dans la base actuelle, il est nécessaire de recalculer entièrement les premiers selon les concepts et méthodes retenus dans la base actuelle. Il n'est donc pas pertinent de comparer les chiffres publiés aujourd'hui en base 2014 avec les chiffres publiés précédemment en base 2005 ou 1995. Afin d'effectuer des comparaisons spatiales ou temporelles, il faut disposer de l'ensemble des données rétropolées en base 2014 que l'Insee mettra prochainement à disposition.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guadeloupéenne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits. Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Service territorial de Guadeloupe
11, Parc d'activités de Jabrun
97122 Baie-Mahaut

Directeur de la publication :
Yves CALDERINI

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Rédacteur en chef adjointe :
Maud TANTIN MACHECLER

Mise en page :
Maud TANTIN MACHECLER

ISSN : 2416-8106
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Guadeloupe » consultables sur les sites du CEROM et de l'Insee.
- « Rapport annuel 2018 de l'IEDOM en Guadeloupe », édition 2019 consultable sur www.iedom.fr/guadeloupe.
- « Bilan économique 2018 de la Guadeloupe », *Insee Conjoncture n°5*, juin 2019.
- « Les comptes économiques de la Guyane en 2018 », *Insee Analyse n°42*, octobre 2019.
- « Les comptes économiques de la Martinique en 2018 », *Insee Analyse n°34*, octobre 2019.

